



Conseil économique et social

Distr. générale
7 juin 2022
Français
Original : anglais

Session de 2022

23 juillet 2021-22 juillet 2022

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022

(New York, 17-26 mai et 7 juin 2022)

Résumé

À sa session ordinaire de 2022, qui s'est tenue du 17 au 26 mai et le 7 juin 2022, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 586 demandes d'admission au statut consultatif, dont 320 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 203 organisations, a reporté l'examen de 354 demandes à la reprise de sa session de 2022 et a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 28 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Il était également saisi de 690 rapports quadriennaux et a pris note de 604 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 13 organisations non gouvernementales.

Le présent rapport contient deux projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'accorder le statut consultatif spécial à 203 organisations non gouvernementales ;
- b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte de 604 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés ;
- c) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 28 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives ;



d) De noter que le Comité a décidé de prendre acte de la demande d'une organisation non gouvernementale de retirer sa demande d'admission au statut consultatif.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention	3
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption.	3
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales.	3
Projet de décision II	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022	27
II. Demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales . .	27
A. Demandes d'admission au statut consultatif dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	27
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif	39
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	47
A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté	47
B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	50
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	50
V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil	51
VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	54
VII. Organisation de la session	54
A. Ouverture et durée de la session	54
B. Participation	58
C. Élection du Bureau	59
D. Ordre du jour	59
VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2022	60

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif spécial aux 203 organisations non gouvernementales ci-après :

7amleh – The Arab Centre for the Advancement of Social Media

Adelphi Research, gemeinnützige GmbH

Adharshila

African Confederation of Co-operative Savings and Credit Association

Agence européenne pour l'information et le conseil des jeunes (ERYICA)

Agence mondiale pour la bonne gouvernance

Ágora Ciudadanos Cambiando México

Agricoltori Solidarietà e Sviluppo (ASeS)

AHAM Education, Inc.

Aleradah Organization for Talented People with Disability

All Africa Community Development and Environmental Protection Agency

American Zionist Movement, Inc.

Arengukoostöö Ümarlaud

Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment (ATREE)

Asociación Campaña Colombiana contra Minas (CCCM)

Association « Sphère »

Association du Centre des études et des recherches en sciences sociales

Association for the Rights of Children in Southeast Asia, Inc. (ARCSEA)

Association on Development of Civil Society of the Republic of Kazakhstan
« ARGO »

Atlantic Council for International Cooperation/Conseil atlantique pour la coopération internationale

Aurosikha Welfare Centre for Rural & Social Development

Australian Graduate Women, Inc.

Bell Global Justice Institute

Canadian Autism Spectrum Disorder Alliance

CEDAW Committee of Trinidad and Tobago
Center for Gender Economics Initiative
Centre de formation professionnelle femmes et jeunes
Centre for Health Sciences Training, Research and Development International (CHESTRAD)
Centre international de conseil, de recherche et d'expertise en droits de l'homme (CICREDHO)
Centre Marta
Chernobyl-Hibakusha Support, Kansai
Children and Young People with Disabilities Australia
Citizens Intervention & Accountability Network
Collaborative for Children
Commonwealth Association of Planners (CAP)
Confederation of NGOs of Rural India
Congregation Pirchei Shoshanim, a New Jersey Nonprofit Corporation
Conseil promotionnel pour l'action des jeunes en Afrique
Co-operation Arena for Sustainable Development in Africa - Kenya (CASDA)
Coordenação das Organizações Indígenas da Amazônia Bras
Dalgarno Institute
Darwin Animal Doctors, Inc.
Derechos Infancia México, AC
Dignity Initiative
Direction for Children and Youth
Drug Policy Network South East Europe
Dynamique des femmes juristes
ECPAT Sverige
Empowering Women for Excellence Initiative
Engineers without Borders
Equipo Latinoamericano de Justicia y Género, Asociación Civil (ELA)
European Federation of Therapeutic Communities
European Network for the Work with Perpetrators of Domestic Violence, eV
Evangelifação Geral de Ajuda aos Necessitados
Eye Care Foundation
Family for Every Child
Fondation Conteurs sans frontières, prévention en faveur des enfants et recherche fondamentale sur la cécité
Fondazione Ernesto Illy

Food and Livestock Initiative, asbl (FLI)
For All Moonkind, Inc.
Foreningen Tryggere Ruspolitikk
Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables
Fundación Retorno a la Libertad
Fundación Secretariado Gitano
Generations for Peace
Geology for Global Development
Global Alliance for Surgical, Obstetric, Trauma, and Anaesthesia Care
Global Alliance Office on Drugs and Crime (GAODC)
Global Care Rescue Mission
Global Initiative on Substance Abuse
Global Rights for Women
Global Water Challenge
Groupe des experts et juristes en droits humains et en droits des peuples autochtones
Helen Woodward Animal Center
Hepatitis Australia, Inc.
Hope Worldwide Pakistan
Human Rights for Kids
Humanitarian Tracker
Hunt Hill Farm Trust, Inc.
IFMA Foundation
Imperial College of Science, Technology and Medicine
Independent Living Center for Persons with Disabilities, Kathmandu
« İnformasiya Təşəbbüslərinə Dəstək » İctimai Birliyi
INHR
Inštitut za raziskave in razvoj « Utrip »
Institute for Financial Management and Research
Instituto Brasileiro de Qualidade de Vida (IBQV)
Instituto Caminho do Meio
Instituto RIA
Int'l Centre for Peace Charities and Human Dev.
International Association of Youth and Students for Peace, Inc.
International Longevity Centre Canada
International Society for the Study of Drug Policy
Islamic Medical Association of North America, Inc.

Ivy League Consult, Limited
Jaaniv Foundation
Janmitra Nyas
Japanese Liaison Council of Second-Generation Atomic Bomb Survivors
Jeunes en action pour le développement durable
Jordan Youth Innovation Forum
Junior Medical Academy
KTDA Foundation Limited
La grande puissance de Dieu
La Protección de la Infancia, Inc.
Leadership Development Association Albania
Les amis de la Déclaration universelle des droits de l'humanité (ADDHU)/Friends of Humankind Rights
Lift Saxum, Ltd./Gte
Ligue camerounaise des droits de l'homme
Maasai Indigenous Projects
Mathare Environmental Conservation Youth Group
MedWish International
Mulabi Association Latin American Work Group for Sexual Rights, Civil Association
Nanjing World Youth Development Service Center
National Council for Science and the Environment
National Union of Somali Journalists (NUSOJ)
Native and Tribal Human Rights in Action
New Nigeria Foundation
News Network
Ngece Rinjeu Foundation
Nikan Mammut Charity Foundation
Ocean Conservancy, Inc.
Omega Psi Phi Fraternity, Inc.
One Voice Initiative for Women and Children Emancipation
Operation Eyesight Canada
Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Organisation/fondation caritative « League of Tolerance »
Pallium India
Pan African Climate Justice Alliance
Parents Forum
Parker Peace Foundation

Partnership for Policy Integrity, Inc.
Peace Direct
Peaceland Foundation
People for Equality and Relief in Lanka, Inc.
People's Action for Learning Network (PAL)
Photo Start
Plataforma de Organizaciones de Infancia
Pop Culture Hero Coalition, Inc.
Precious Gems
PROSAMI
Protection for Legal & Human Rights Foundation
Public Health Foundation of India
Public Organization « Institute for the Study of Dependencies, Drug Policy Issues and Monitoring the Drug Situation »
Réseau accès aux médicaments essentiels
Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme
Réveil communautaire d'assistance aux victimes
Ribbon Rouge Foundation
Rise International, Inc.
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.
Royal National Lifeboat Institution
Rozaria Memorial Trust
Scholas Occurrentes
Servare et Manere
SEWA Bharat
Shikshit Yuva Sewa Samiti
Shining Hope for Communities, Inc.
SMART Recovery International, Inc.
Social Services Trust
Software Freedom Law Center (SFLC.in)
Sonmaz Mashall Cultural Relations Public Union
South Asian Association of Pediatric Dentistry
South Asian Legal Clinic (Ontario)
Sristi Foundation
Stichting HIV Justice
Stichting The Ocean Cleanup
Stichting World Benchmarking Alliance Foundation

Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa (SIHA)
Students for Sensible Drug Policy Australia, Inc.
Sustainable Development Policy Institute
Szülők Háza Alapítvány
Takween Organization for Social & Economic Development
Teach for All, Inc.
Thai Green Crescent
The Donkey Sanctuary
The Eagle Eye Behavioural Reorientation Initiative
The Emmanuel Ivorgba Foundation
The George Institute for Global Health
The Global Schoolhouse Initiative
The Great Rift Centre for Research and Development
The Healthy Real Initiative for Valued Entrepreneurship, Warri, Delta State
The Mathile Institute for the Advancement of Human Nutrition
The Red Crescent National Society of the Kyrgyz Republic, Public Association
The Senema Love Foundation
The Women's Crisis Centre
Treatment Action Group
Trustees and Friends of Agricultural Research at the Volcani Center
Unión Española de Asociaciones y Entidades de Atención al Drogodependiente (UNAD)
Verband der TÜV, eV
Vie médicale
Viešoji įstaiga « NVO teisės institutas »
Visible Impact
Wealth by Health Steps for Change Foundation
Wellcome Trust
Wheel of Hope Initiative
Women's Entrepreneurship Day Organization, Inc.
World Blockchain Organization, Inc.
World Bong-Gong Foundation
World Federation of Neurology
World Ocean Council
World Renew
Yamba Malawi, Inc.
Yerwa Aid and Relief Foundation

Ženska mreža Hrvatske

b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte des 604 rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales ci-après¹ :

ABC Tamil Oli

Abdul Momen Khan Memorial Foundation (Khan Foundation)

Aboriginal and Torres Strait Islander Corporation Family Violence Prevention and Legal Service (Victoria)

ACE

Acronym Institute for Disarmament Diplomacy

Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs

Action of Human Movement (AHM)

Action solidaire pour un développement entretenu à la base

Adelphi Consult, GmbH

Adolescent Health and Information Projects

Advocates for Youth

æCentre

Afectividad y Sexualidad

African Artists for Development

African Citizens Development Foundation

African Computer and Technology Literacy Awareness Program, Inc. (ACTLAP)

African Development Assistance Consult

African Green Foundation International

African Trade Center, Ltd./Gte.

African Woman and Child Feature Service

Agence adventiste d'aide et de développement

Agence de développement économique et social

Agence internationale pour le développement

Agrenska Foundation/Grosshandlare Axel H. Agrens Donationsfond

Aid Organization

AIDS Vaccine Advocacy Coalition

Al Baraem Association for Charitable Work

Albert Kunstadter Family Foundation

Albert Schweitzer Institute

Al-Hasaniya Moroccan Women's Project

All India Movement for Seva

¹ Les rapports portent sur la période 2017-2020, sauf indication contraire entre parenthèses.

All-China Environment Federation
Alliance Creative Community Project
Alliance des avocats pour les droits de l'homme
Alliance pour la solidarité et le partage en Afrique – Jeunesse pour intégration culturelle et sociale
Al-Mahdi Institute
Alsalam Foundation
American Association of Jurists
American Bar Association
American Heart Association, Inc.
American Jewish Committee
American Society of the Italian Legions of Merit
AMFORHT
Amis des étrangers au Togo (ADET)
Anchor of Salvation International Ministries
Anglican Consultative Council
Apostolic Ministerial International Network
Arab African American Women's Leadership Council, Inc.
Arab Mexican Chamber of Industry and Commerce, Civil Association
Arab Organization for Human Rights
Archbishop E. Kataliko Actions for Africa (KAF)
Ashiana Collective Development Council
Asia Injury Prevention Foundation
Asia-Pacific Human Rights Information Center
Asistencia Legal por los Derechos Humanos, Asociación Civil
Asociación Cubana de Limitados Físico-Motores
Asociación de Antiguas Alumnas del Colegio Madres Irlandesas
Asociación Gilberto, AC
Asociación Nacional Cívica Femenina
Asociación Pro-Bienestar de la Familia Colombiana « Profamilia »
Asociația « Fondul Internațional de Cooperare și Parteneriat al Mării Negre și Mării Caspice »
Asociația Tehnopol Galați
Associação Brasileira dos Organizadores de Festivais de Folclore e Artes Populares
Association « Un monde avenir »
Association Adala-Justice
Association AMOR

Association camerounaise pour la prise en charge de la personne âgée (ACAMAGE)

Association culturelle des Tamouls en France

Association d'aide à l'éducation de l'enfant handicapé (AAEEH)

Association de lutte contre la pauvreté

Association de solidarité, aide et action enfance Mali « ASAA/EM Jigiya Ton »

Association des relais communautaires d'Oshwé

Association for Integrated Development – Comilla (AID-Comilla)

Association for Promotion Sustainable Development

Association for Protection of Refugee and Internal Displaced Women and Children

Association for Rural Area Social Modification, Improvement and Nestling

Association for Women's Rights in Development

Association internationale des médecins pour la promotion de l'éducation et de la santé en Afrique

Association M'zab – Prévention routière et développement

Association marocaine de planification familiale

Association mauritanienne pour la promotion de la famille

Association mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant

Association Miman

Association mouvement pour la défense de l'humanité et abolition de la torture (MDHAT)

Association nationale des échanges entre jeunes

Association of Christian Counsellors of Nigeria

Association of Former International Civil Servants for Development

Association of the Bar of the City of New York

Association Points-Cœur

Association pour l'action sociale et le développement

Association pour l'éducation et la santé de la femme et de l'enfant (AESFE)

Association pour la promotion de la lutte contre les violences faites aux femmes et la participation au développement de la femme africaine

Association respect Cameroun

Association sénégalaise pour la promotion des énergies renouvelables « KokkiEnergie »

Association Thendral

Association tunisienne de la santé de la reproduction

Associazione Amici dei Bambini

Associazione Casa Famiglia Rosetta (ACFR)

Associazione per i Diritti Umani e la Tolleranza

Asylum Access

Atheist Alliance International
Auspice Stella
Australian Lesbian Medical Association
Autonomous Non-Profit Organization Ethnocultural Association Elleyada
Ballerina Management Institute
Bangladesh Mahila Parishad
Bangladesh Rural Advancement Committee
Barinu Institute for Economic Development
Barrackpore Elderly Care Society
Bäuerliche Erzeugergemeinschaft Schwäbisch Hall, wV
Be Active, Be Emancipated (BABE)
Befa Women and Child Care Foundation
Ben Newman Hope Care Foundation
Benin Environment and Education Society
Better World
Biedrība « Donum Animus »
Books to Africa International
Build Africa
Bureau d'informations formations échanges et recherches pour le développement (BIFERD)
Burleson Institute, Inc.
Büro zur Umsetzung von Gleichbehandlung, eV (BUG)
Cairo Institute for Human Rights Studies
Cameroon Youths and Students Forum for Peace
Campaign for Innocent Victims in Conflict (CIVIC)
Campanha Latino-Americana pelo Direito à Educação, Brasil (CLADE Brasil)
Campus Watch
Canadian Centre on Disability Studies
Canadian Council for Refugees
Canadian Council of Churches
Canadian Voice of Women for Peace
Carré géo & environnement
Católicas por el Derecho a Decidir
Caucasian Feminist Initiative
Caucasian Jews World Congress
Center for Development Support Initiatives
Center for Inquiry

Center for Media & Peace Initiative, Inc.
Center for Migration Studies of New York
Center for Practice-Oriented Feminist Science (PROFS)
Center for Reproductive Rights, Inc.
Center for the Global Study of Social Enterprise, a NJ Nonprofit Corporation
Center for the Human Rights of Users and Survivors of Psychiatry
Centre africain de recherche industrielle (CARI)
Centre d'action pour le développement rural
Centre d'éducation et de développement pour les enfants mauriciens
Centre d'études diplomatiques et stratégiques
Centre d'information et de promotion de l'image d'une nouvelle Afrique (CIPINA)
Centre des dames mourides
Centre for Community Economics & Development, Consultants Society
Centre for Convention on Democratic Integrity, Ltd./Gte.
Centre for Corrections and Human Development
Centre for Human Rights and Climate Change Research
Centre for the Sustainable use of Natural and Social Resources (CSNR)
Centre for Women Studies and Intervention
Centre for Youth and Literacy Development
Centro de Estudio y Formación Integral de la Mujer
Centro de Investigación Social, Formación y Estudios de la Mujer
Centro de Salud Familiar « La Fe », Inc.
Centro Integrado de Estudos e Programas de Desenvolvimento Sustentável
Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale
Chia-Funkuín Foundation
Chikka Federation of India
Child Foundation
China Arms Control and Disarmament Association
China Environmental Protection Foundation
China Family Planning Association
China Soong Ching Ling Foundation
China-Africa Business Council
Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries
Christian Children's Fund
Cities of Peace, Inc.
Coalition against Trafficking in Women

Combite pour la paix et le développement
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Asociación Civil
Comisión Unidos vs. Trata
Comité d'action pour les droits de l'enfant et de la femme
Commission on Voluntary Service and Action, Inc.
Commonwealth Human Rights Initiative
Community Education Services (CES) Canada
Community Empowerment and Development Initiative, Warri
Community Research and Development Centre
Concerned Women for America (CWA)
Conglomeration of Bengal's Hotel Owners
Congregation of Our Lady of Mount Carmel – Carmelite NGO
Congregation of the Mission
Congressional Black Caucus Political Education & Leadership Institute
Consortium for Street Children
Consultation, Evaluation, Education
Consumers International
Cooperativa Tecnico Scientifica di Base (COBASE)
Coordination nationale des associations des consommateurs
Corporación Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad
Corporación Colombia Unida por el Respeto al Adulto Mayor (COR PRO Adulto Mayor)/Corporation Colombia United for the Respect of the Elder
Corporación Red Nacional de Mujeres Comunes, Comunitarias, Indígenas y Campesinas de la República de Colombia
Corporate Accountability International
Creators Union of Arab
Cultural Survival
Dag Hammarskjöld Foundation
Death Penalty Focus
December Twelfth Movement International Secretariat
Department of Political Science and Public Administration of the University of Athens Alumni Association
DESSI International
Deutsche Welthungerhilfe, eV
Dhaka Ahsania Mission
Dhruvh – Social Awareness Forum
Diligent Care for Creative Intelligence Development

Disability Organisations Joint Front
Disability Rights Fund, Inc.
DIYNGO Community Based Organization
Doha International Family Institute (DIFI)
Drishti Foundation Trust
Drug Policy Australia, Limited
Dui Hua Foundation
Dynamic Youth Development Organization
Eakok Attomanobik Unnayan Sangstha
Earthquakes and Megacities Initiative
East Africa Consortium International
Eastern Alliance for Safe and Sustainable Transport
EastWest Institute
Ecoforum of NGOs of Uzbekistan
Education above All Foundation
Ekta Welfare Society
El Ghad Essihi pour le développement et la protection de l'environnement en Mauritanie
Emmaus International Association
Enosh – The Israeli Mental Health Association
Entrepreneurship Development and Support Initiative
Environment Conservation Organization – Foundation for Afforestation Wild Animals and Nature (ECO-FAWN)
Equal Rights for Persons with Disabilities International, Inc. (ERPDI)
Equality Now
Équilibres et populations
Equis: Justicia para las Mujeres
ERAN – Israel's Association for Emotional First Aid via the Telephone, in memory of Dr. A. Zaslany
EUROGEO
Europe Business Assembly, Limited
Europe External Programme for Africa
European Center for Constitutional and Human Rights
European Federation of Psychologists Associations
European Law Students' Association (ELSA)
European Network on Independent Living, Limited
European Union of the Deaf

Fairleigh Dickinson University
Family Educational Services Foundation
Fazaldad Human Rights Institute
Fédération bruxelloise des institutions pour toxicomanes
Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme (FECRIS)
Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle/International Federation of Coalitions for Cultural Diversity
Federation of American Women's Clubs Overseas (FAWCO)
Federation of Cuban Women
Federation of Trade Unions of Ukraine (FPU)
Felix Varela Center
Feminist Majority Foundation
Finance Center for South-South Cooperation, Limited
First Ladies' Initiative
Fondation espoir et vie
Fondation européenne pour le développement durable des régions
Fondation Kalipa pour le développement
Fondation Mohammed VI pour la recherche et la sauvegarde de l'arganier
Fondation pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM)
Fondazione Opera Campana dei Caduti
Fondazione Proclade Internazionale, ONLUS
Fondazione San Patrignano
Foreningen for Human Narkotikapolitikk
Forum Droghe Associazione Movimento per il Contenimento dei Danni
Forum of Women's NGOs of Kyrgyzstan
Foundation for Environmental Stewardship
Foundation for Responsible Media
Foundation for the Rights of Future Generations
Foundation of International Servant leadership Exchange Association
Foundation Sozopol
Freann Financial Services, Limited
Freemuse: The World Forum on Music and Censorship (2016-2019)
Fridtjof Nansen Institute
Friends of ISTAR
Fundação Abrinq pelos Direitos da Criança e do Adolescente

Fundação Museu do Futuro
Fundación Acción Pro Derechos Humanos
Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indígenas Rosa Collelldevall
Fundación Familias Monoparentales Isadora Duncan
Fundación Global Democracia y Desarrollo
Fundacja Instytut na rzecz Kultury Prawnej Ordo Iuris
General Conference of Seventh Day Adventists
Generations United
Geneva Centre for Human Rights Advancement and Global Dialogue
Genève pour les droits de l'homme : formation internationale
Gestos Soropositividade Comunicação e Gênero
Gherush92 – Committee for Human Rights
Girls Education Mission International
Girls Learn International, Inc. (GLI)
Global Environmental Action (GEA)
Global Fund for Widows
Global Health and Awareness Research Foundation (GAF)
Global Helping to Advance Women and Children
Global Institute for Water, Environment and Health
Global NeuroCare
Global Organization of Parliamentarians against Corruption
Global Welfare Association
Grameen Development & Poverty Alleviation Sangstha (GDPAS)
Greek Orthodox Archdiocesan Council of North and South America
Guinée humanitaire
Gusenghwe, Inc.
Habitat International Coalition
Haiti Cholera Research Funding Foundation, Inc.
Haiti Mission
Halley Movement for Social and Community Development
Heal the Land Initiative in Nigeria
Health in Action, Limited
Health of Mother Earth Foundation
Healthy Caribbean Coalition, Inc.
Heavenly Culture, World Peace, Restoration of Light
Heavenly Shower of Peace Church of God

HEDA Resource Centre
Heritage Foundation (2015-2018)
Holt International Children's Services, Inc.
Homosexuelle Initiative Wien
Hong Kong Women Professionals and Entrepreneurs Association
Huairou Commission: Women, Homes and Community
Human Development Society, the Gambia
Human Dignity (HD)
Human Rights Advocates, Inc.
Human Rights Consortium
Human Rights Information and Training Center (2016-2019)
Humanitaire plus
Humanitarian Ambassadors
Humanitarian Care Malaysia Berhad
Humanitarian Foundation of Canada
Ideal World Foundation
Imperial Orthodox Palestine Society
Indian Dreams Foundation
Indian Movement « Tupaj Amaru »
Indigenous World Association
Inga Foundation
Initiative for Youth Awareness on Climate Change
Initiative pour le développement de l'Afrique (IDA)
Initiative : Eau
Initiatives of Change International
Institut für Klimaschutz, Energie und Mobilität – Recht, Ökonomie und Politik, eV (IKEM)
Institute for NGO Research
Institute for Policy Studies
Institute for Practical Idealism
Institute for Security Studies
Institute of Cultural Affairs International
Institute of International Law
Institute of Sustainable Development
Int'l Centre for Women Empowerment & Child Dev.
Inter-American Housing Union
International Academy of Architecture

International Air Transport Association

International Association for Advancement of Space Safety

International Association for Hospice and Palliative Care, Inc.

International Association for the Advancement of Innovative Approaches to Global Challenges (IAAI)

International Association of Applied Psychology

International Association of Gerontology and Geriatrics

International Association of Judges

International Association of University Presidents

International Association of Women in Radio and Television

International Centre for Leadership Development Nigeria

International Commission of Jurists

International Confederation of Christian Family Movements

International Council for Caring Communities, Inc.

International Council for Education of People with Visual Impairment

International Council for the Day of Vesak (ICDV)

International Council of Academies of Engineering and Technological Sciences, Inc. (CAETS)

International Council of Management Consulting Institutes, Inc.

International Development Enterprises (India)

International Disability Alliance

International Doctors for Healthier Drug Policies, CIC

International Emergency and Development Aid

International Federation for Home Economics

International Federation for Peace and Sustainable Development (IFPSD)

International Federation of Building and Wood Workers

International Federation of Catholic Medical Associations

International Federation of Consular Corps and Associations

International Federation of Hard-of-Hearing Young People

International Federation of Non-Governmental Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse

International Federation of Women in Legal Careers

International Human Rights Protector's Group

International Institute of Administrative Sciences

International Institute of Space Law

International Justice Mission

International Mayor Communication Centre, Limited

International Movement for Advancement of Education Culture Social and Economic Development

International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination

International Organization for the Right to Education and Freedom of Education (OIDEL)

International Planned Parenthood Federation

International Port Community Systems Association, EEIG

International Road Transport Union

International Seafood Sustainability Foundation, Inc.

International Shinto Foundation (ISF)

International Society for the Study of Trauma and Dissociation

International Union of Parents and Teachers

International Women's Rights Action Watch Asia Pacific

International Work Group for Indigenous Affairs

International Youth and Student Movement for the United Nations

IOGT-NTO

Iranian Elite Research Center

Irene Menakaya School Onitsha

Isiziba Community-Based Organisations of South Africa

ISKCON Communications International

Islamic Relief

Italian Centre of Solidarity

J. P. Foundation, Inc.

Jaime Guzman Errazuriz Foundation

James Madison University

Japan Asia Cultural Exchanges (JACE)

Jeunes volontaires pour l'environnement

Jus Cogens

Justice for Girls Outreach Society (JFG)

Kadın ve Demokrasi Derneği

Karlen Communications

Kathak Academy

Kevoy Community Development Institute

KinderEnergy, Inc.

Kırmızı Biber Derneği

Korea Disaster Relief

Korea Food for the Hungry International

Korea Women's Associations United (KWAU)
Korean Council for Local Agenda 21
Kuwaiti Society for Autism
L'organisation non gouvernementale des cercles nationaux de réflexion sur la jeunesse (ONG CNRJ)
Landsrådet for Norges barne-og ungdomsorganisasjoner
Latin American and Caribbean Continental Organization of Students
Latin American Federation of Associations of Relatives of Disappeared Detainees
Law Association for Asia and the Pacific
Lawyers' Rights Watch Canada
Le monde des possibles
Le pont
Leadership Initiative for Transformation & Empowerment
League of Women Voters of the United States
Learning for a Sustainable Future
Legal Resources Centre
Les amis du projet Imagine
Les rencontres du Mont-Blanc – Forum international de l'économie sociale/The Mont-Blanc Meetings – International Forum of the Social Economy
Let's Breakthrough, Inc.
Lift Up Care Foundation
Lightup Foundation
Living Bread International Church, Inc.
Maawandoon, Inc.
Maher
Makhzoumi Foundation
Man Up Campaign US, Inc.
Mandala Transformation Foundation, Inc.
Marie Stopes International
Marin Experimental Teaching, Training and Advising Center
Mata Amritanandamayi Math
Medical Women's Association of Nigeria
Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development
Millennium Network for Community Development Initiative
MINBYUN – Lawyers for a Democratic Society
Minnesota Citizens Concerned for Life, Inc., Education Fund

MiRA Resource Center for Black Immigrant and Refugee Women
Miroslava International Alliance
Modern Advocacy, Humanitarian, Social and Rehabilitation Association
Montage Initiative, Inc.
Moorish Holy Temple of Science/Moorish Science Temple
Moremi Initiative for Women's Leadership in Africa
Mosaic
Mothers Legacy Project
Multidisciplinary Association for Psychedelic Studies
Nagorik Uddyog
National Association of Cuban Economists
National Association of Housing and Redevelopment Officials
National Council of Catholic Women
National Council of Women of Malta
National Council on Family Relations
National Organization for Global Education, Inc.
National Tropical Botanical Garden
National Union of Jurists of Cuba
National Youth Council of Russia
Native Women's Association of Canada
Negev Coexistence Forum
Neighbourhood Community Network
Network for Women's Rights in Ghana
Network of Women's Non-Governmental Organizations in the Islamic Republic of Iran
New Era Educational and Charitable Support Initiative
New Humanity
New Zealand Family Planning Association, Inc.
Newline Social Organization
Niger Delta Budget Monitoring Group
Nigerian Institute of Homeopathy
Non-Commercial Partnership on Assistance in Promoting Social Programs in the Healthcare Area « Equal Right to Life »
Nonviolence International
Norwegian People's Aid
Nour Foundation
Novant Health, Inc.

Observatorio Regional para la Mujer de América Latina y el Caribe, AC
Onhappy Corporation
Organisation des jeunes pour le monde d'avenir
Organisation des laïcs engagés du Sacré-Cœur pour le développement de Kimbondo
Organisation for Gender, Civic Engagement & Youth Development (OGCEYOD)
Organisation internationale pour la sécurité des transactions électroniques (OISTE)
Organisation mauritanienne pour la lutte contre l'extrémisme et pour l'appui à l'unité nationale
Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale
Orji Uzor Kalu Foundation
Orphelins, déplacés et incarcérés de Côte d'Ivoire (ORDIN-CI)
Osservatorio per la Comunicazione Culturale e l'Audiovisivo nel Mediterraneo e nel Mondo
Outreach Social Care Project
Pakistan Council for Social Welfare and Human Rights
Pan African Institute for Entrepreneurship and Community Development, Ltd./Gte.
Pan Pacific and South East Asia Women's Association
Partnership for Change
Passionists International
Pasumai Thaayagam Foundation
Pax Romana – International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs and International Movement of Catholic Students
Peace and Development Organization
Peace Child International
Peace Corps of Nigeria
Peace Foundation Pakistan
Peace Worldwide
Peacebuilders International
People of Good Heart
People's Development Initiatives (PDI)
Pirate Parties International Headquarters
Pitirim Sorokin – Nikolai Kondratieff International Institute
Pleaders of Children and Elderly People at Risk « PEPAINGO »
Population Media Center, Inc.
Prajachaitanya Yuvajana Sangam
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water
Project 1948 Foundation

Public Organization « Public Advocacy »
Public Services International
Qatar Foundation for Social Work
RADION International Foundation
Rebirth Charity Society
Refugee Council of Australia
Regards de femmes
Regional Institute of Health, Medicine and Research
Regional Public Charitable Organization « Drug Abuse Prevention Centre »
Rehabilitation Engineering Society of North America
Religious of the Sacred Heart of Mary
Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International
Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International
(2013-2016)
Réseau communautaire pour le pauvre
Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts
Réseau guinéen des organisations des personnes handicapées pour la promotion de la
Convention internationale sur les droits des personnes handicapées (ROPACIDPH)
Réseau national des organisations féminines pour la démocratie, la décentralisation,
le développement durable et les droits humains du Mali (Réseau Wassa)
Responding to Climate Change, Limited
Results Educational Fund, Inc.
RET International
Roads of Success
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights
Rokpa International
Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und Politische Bildung, eV
Rotary International
Royal Academy of Science International Trust
Rural Health Care Foundation
Rural Reconstruction Nepal
Rural Women's Network Nepal
S. M. Sehgal Foundation (India)
Sadguru Sadafaldeo Vihangam Yoga Sansthan
SAE International
Safe Campaign, LLC
Saudi Green Building Forum

Save Our Needy Organization
Save the Children International
Save the Earth Cambodia
Scholars at Risk Network
Science of Spirituality, Inc.
SEALOEarth Corporation
Sense International, India
SERAC-Bangladesh
Settlement Services International Incorporated
Seventh Generation Fund for Indigenous Peoples, Inc.
Shushilan
Sign of Hope, eV/Hoffnungszeichen, eV
Simply Help, Inc.
Sisterhood Is Global Institute
Sisters Inside, Inc.
Sisters of Charity Federation
Sisters of Notre Dame de Namur
Slum Child Foundation
Small and Medium-Scale Entrepreneurship Fundamentals Foundation
Social & Healthy Action for Rural Empowerment
Social Economic and Governance Promotion Centre (SEGP)
Sociedad Cubana para la Promoción de las Fuentes Renovables de Energía y el Respeto Ambiental (Cubasolar)
Society for International Development
Society for Protection of Street & Working Children
Society for the Widows and Orphans
Society to Heighten Awareness of Women and Children Abuse
Society to Support Children Suffering from Cancer (MAHAK)
Somali Help-Age Association
Somali Youth Development Foundation (SYDF)
Soroptimist International Great Britain and Ireland, Limited (SIGBI)
South Caucasus Office on Drugs and Crime
Stichting Both Ends
Stichting KidsRights
Stichting Samenwerkingsverband IKV – Pax Christi
Stichting War Child
Strategic Humanitarian Services

Strategy for Mentoring Initiative and Leadership Empowerment

Sulabh International Centre for Action Sociology

Summer Institute of Linguistics

Sunfull Movement

Suomen YK-liitto, Ry

Support Home of God Project (SuhoG Project)

Susila Dharma International Association

Swasti

Swedish NGO Foundation for Human Rights

Syrian Environment Protection Society (SEPS)

Tamil Uzhagam

The Blue Tree Foundation

TRIAL International

Villes de France

Yelen

Zéro pauvre Afrique

c) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 28 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Aarohan

Avocats sans frontières – France

Bright Light Volunteers International

Development of Institution & Youth Alliance Ghotki (DIYA)

Formation Awareness and Community Empowerment Society Pakistan (FACES)
Pakistan

Gender & Empowerment Organization

Gracia Raina Foundation

Hestia Hellas, AMKE

Individual Land Trust

InnovativeCommunities.Org Foundation

International Foundation for Sustainable Development

International Non-Olympic University

International Union for Sustainable Development

Justice Centre Hong Kong, Limited

Montagnard Indigenous People Christian Organization (MIPCO)

Norwegian Church Aid

Organisation mondiale pour les femmes et les enfants

Pakistan International Human Rights Organization

Plateforme internationale contre l'impunité

QHR Foundation

Relief Human Rights Organization

Saksham Bharti

World Bicycle Industry Association

World Federation of Free Trade Zones Co., Limited

World Learning, Inc.

World Psychiatric Association

Yeşilay Bulgaria Association

Zhongguancun Belt and Road Industrial Promotion Association

d) De noter que le Comité a décidé de prendre acte de la demande de l'organisation Goal de retirer sa demande d'admission au statut consultatif.

Projet de décision II

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022.

II. Demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 4^e à sa 9^e séance, du 18 au 23 mai, et à ses 12^e et 13^e séances, les 25 et 26 mai, ainsi que le point 3 b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 1^{re} à sa 4^e séance, les 17 et 18 mai, et à sa 11^e séance, le 24 mai. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen aux sessions qu'il a tenues entre 2008 et 2021 (E/C.2/2022/CRP.1) ;

b) Mémoires du Secrétaire général relatifs aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2022/R.2 et E/C.2/2022/R.2/Add.1 à 21).

A. Demandes d'admission au statut consultatif dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 4^e à sa 9^e séance, du 18 au 23 mai, et à ses 12^e et 13^e séances, les 25 et 26 mai. Il a examiné 320 demandes

d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif spécial aux 43 organisations suivantes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Adharshila

Agence mondiale pour la bonne gouvernance

Asociación Campaña Colombiana contra Minas (CCCM)

Association « Sphère »

Aurosikha Welfare Centre for Rural & Social Development

Bell Global Justice Institute

Confederation of NGOs of Rural India

Congregation Pirchei Shoshanim, a New Jersey Nonprofit Corporation

Conseil promotionnel pour l'action des jeunes en Afrique

Drug Policy Network South East Europe

For All Moonkind, Inc.

Foreningen Tryggere Ruspolitikk

Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables

Generations for Peace

Global Rights for Women

Hope Worldwide Pakistan

Human Rights for Kids

Humanitarian Tracker

Inštitut za raziskave in razvoj « Utrip »

Instituto RIA

Islamic Medical Association of North America, Inc.

Jaaniv Foundation

Janmitra Nyas

Mulabi Association Latin American Work Group for Sexual Rights, Civil Association

News Network

Nikan Mammut Charity Foundation

Organisation suisse d'aide aux réfugiés

Parker Peace Foundation

Peace Direct

Peaceland Foundation

People for Equality and Relief in Lanka, Inc.

Protection for Legal & Human Rights Foundation

Public Organization « Institute for the Study of Dependencies, Drug Policy Issues and Monitoring the Drug Situation »

Réveil communautaire d'assistance aux victimes

Rise International, Inc.

Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.

Social Services Trust

Software Freedom Law Center (SFLC.in)

South Asian Legal Clinic (Ontario)

Students for Sensible Drug Policy Australia, Inc.

The Emmanuel Ivorgba Foundation

Treatment Action Group

Women's Entrepreneurship Day Organization, Inc.

Demandes dont l'examen a été reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 248 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2022 :

Allianz für Demokratie in Laos, eV (ADL)

ALQST Human Rights

American Center for International Labor Solidarity

American Medical Women's Association, Inc.

American Sociological Association

Anukulan

Arab Media Union

Arab Organization for Arabization and Communication

Arab-European Center of Human Rights and International Law (AECHRIL)

Arabian Rights Watch Association

Arci Culture Solidali, APS (ARCS)

Armenian Women for Health and Healthy Environment, NGO

Asia Pacific Transgender Network

Asociación Civil Grupo SURES

Asociación Enraizados en Cristo y en la Sociedad Asociația Romanian Women's Lobby

Asociación Red de Mujeres Afrolatinoamericanas, Afrocaribeñas y de la Diáspora

Associação Nacional de Juristas Evangélicos (ANAJURE)

Association « Tous pour l'intégration des migrants au Maroc »

Association de l'alliance nationale des Chourafa Naciryiene et leurs cousins, chargés des affaires de la Zaouia Naciria

Association de la femme saharienne pour le développement intégré

Association des Marocains victimes d'expulsion arbitraire de l'Algérie
Association for Social Solidarity and Empowerment Training Trust (ASSET)
Association of Lawyers of Russia
Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour « National Anti-Drug Union »
Associazione European Federation for Freedom of Belief
Associazione Luca Coscioni per la libertà di Ricerca Scientifica
Assyrian Aid Society of America, Inc.
Assyrian Documentation Centre
Aurat Publication and Information Service Foundation Lahore
Autonomous Nonprofit Organization « International Centre Save the Children from Cybercrimes »
Autonomous Non-Profit Organization Humanitarian Programs Organization
« Russian Humanitarian Mission »
Autonomous Non-Profit Organization of Promotion of the Development of International Relations in the Framework of the BRICS Group « International Alliance of BRICS Strategic Projects »
Avaaz Foundation
Baghbaan
Bahrain Center for Human Rights
Beijing People's Association for Friendship with Foreign Countries
Belarusian Fund of Peace
Blue Cross & Blue Crescent Society
Brussels International Center for Research and Human Rights
CARE Scandinavia – Citizens against Radicalism & Extremism
Caritas India
Ceasefire Centre for Civilian Rights
Center for Military Human Rights Korea (CMHRK)
Centre Idriss El Fakhouri des études et de recherches en sciences juridiques Oujda
Centre international pour la paix et les droits de l'homme (CIPADH)
Chanan Development Association
Charity Organization – International Charity Foundation « Global Ukraine »
China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation
Chinese Culture Promotion Society
Christian Solidarity International (CSI)
Citizens' Alliance for North Korean Human Rights
Comisión Argentina para los Refugiados (Asociación CAREF)
Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie

Committee for Justice
Common Good Foundation, Inc.
Congrès mondial Amazigh (CMA)
Coppieters Foundation
Coptic Solidarity
Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)
De Regenboog Groep
Diakonia
Dialogue & Development Forum
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Direct Focus Community Aid
Disability:IN
Dr. A. P. J. Abdul Kalam International Foundation
Earth Focus Foundation
Eiropas demokrātijas attīstības centrs
Emberi Méltóság Központ
Engineering Association for Development and Environment
Environmental and Societal Development Foundation
Eri-Platform
Ethiopian Genocide Committee 1935-1941, Inc.
Eurazijos žalos mažinimo asociacija
Euro-Mediterranean Human Rights Monitor
European Foundation for South Asian Studies
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)
European network on cultural management and policy
Fondacioni « Yeşilay »
Forum for Development and Human Rights Dialogue
Fundació Josep Irla
Fundación Género con Clase
Fundación Venezolana por el Derecho a la Vivienda
Fundacja Otwarty Dialog
General Union of Arab Experts
Global Action for Trans* Equality, Inc.
Global Alumni Alliance
Global Detention Project
Global Doctors for Choice, LLC

Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global Minorities Alliance
Global Network of Women Peacebuilders, Inc.
Global Village Forum Chakwal c/o Shaheen Degree College Chappar Bazar
Chakwal
Gramin Vikas Vigyan Samiti
Gulf Centre for Human Rights, Limited (GCHR)
Gulshan-e-John
Hablian Association
Health and Environment Justice Support, eV
Hellenic Institute of Cultural Diplomacy, Non-Profit Civil Association
Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad
Human Concern International (HCI)
Human Rights at Sea
Human Rights Protection Group and MFP Federation
Human Welfare Charitable Trust
Humanitarian Aid International
Humanium
IFEX
Ilankai Tamil Sangam, Inc.
Imam Khomeini Relief Foundation
Incentive Care Foundation
Inimõiguste Instituut
INPUD, Limited
Instance démocratique pour la citoyenneté et les droits de l'homme
Institute for Development of Freedom of Information (IDFI)
Institute for Integrated Rural Development
Institute of Peace and Diplomatic Studies (IPD)
Interfaith Center on Corporate Responsibility
International Action Network for Gender Equity and Law
International Anti Terrorism Movement
International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos
« Alashara »
International Association of Genocide Scholars, Inc.
International Civil Society Action Network, Inc.
International Dalit Solidarity Network
International Funders for Indigenous Peoples Inc.

International Human Right Organization

International Human Rights Commission/Commission internationale des droits de l'homme/Mezinárodní komise pro lidská práva – nadační fond (IHRC – nadační fond)

International Legal Assistance Consortium

International Network of Civil Liberties Organizations (INCLO)

International Non-Olympic Committee

International Society of Criminology

International Youth Federation

InterPride

Interregional Non-Governmental Human Rights Organization « Man and Law »

Inti Raymi Fund, Inc.

Intl. WeLoveU Foundation

İslam Dünyası Sivil Toplum Kuruluşları Birliği

Kafka Welfare Organization

Khmers Kampuchea-Krom Federation

Kolkata Society for Cultural Heritage

Kuwait Bar Association

Kvinnors Nätverk

L'institut européen de droit international et les relations internationales (IEDI)/The European Institute for International Law and International Relations (EIIL)

Lahore Educational and Welfare Society

Lanka Fundamental Rights Organization

LGBTI Equal Rights Association (ERA)

Mangfoldhuset

Mentor Amiable Professional Society

« Mission Armenia » Charitable Non-Governmental Organization

Mukti

Mumbai Smiles Foundation

Muslim Hands

Mwatana Organization for Human Rights

Natan – International Humanitarian Aid, RA

National Committee on BRICS Research

National Human Rights Civic Association « Belarusian Helsinki Committee »

Nations Global Consulting, LLC

Nobel Women's Initiative

Noble World Records

Non C'è Pace Senza Giustizia

Non-Governmental Organization « Association of Wives and Mothers of Soldiers Participating in Ato »

Now Action & Unity for Human Rights (NAUH)

Òmnium Cultural

ONG L'ange gardien

Organisation Tamaynut

Organization of Female Conscience Renewal

Österreichischer Rat für Nachhaltige Entwicklung – Österreichischer Nachhaltigkeitsrat für soziale, ökologische und ökonomische Angelegenheiten

Pak Special Persons Welfare Society

Pakistan Press Foundation

Palestinian Association for Human Rights – Witness

Panhellenic Union of Cappadocian Associations

Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)

PeaceCorea

Photographers without Borders

Piramal Swasthya Management and Research Institute

Populous Education Foundation

Pouya Institute for Communications and Social Development

Prayas Juvenile Aid Centre

Public Association « Regional Consumer Protection Society » (PA « Regional Consumer Protection Society »)

Razom, Inc.

Regional Public Organization for the Protection of Citizens' Rights « Zolochevsky Team »

Research Society of International Law

Russian Union of Journalists

RüstungsInformationsBüro, eV

Salam for Democracy and Human Rights

Secours islamique France

Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society

Shenzhen Foundation for International Exchange and Cooperation

Silk Road Chamber of International Commerce

SKT Welfare

Social Progress Imperative, Inc.

Solidariteit/Solidarity

Solidarity for Peace and Reunification of Korea

Somali Green Crescent Society
SosyalBen Vakfı
Stitching Impunity Watch
Su Politikaları Derneği
Syrian American Medical Society Foundation
Syrian Youth Council
Tai Studies Center
Terre des femmes/Menschenrechte fuer die Frau, eV
The American India Foundation
The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice
The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation
« The Awakening » – A Society for Social & Cultural Development
The Bar Human Rights Committee
The Center for Bioethics and Culture
The Center for Justice and Accountability
The Conflict and Environment Observatory
The Global Energy Association on Development of International Research and Projects in the Field of Energy
The Global Initiative against Transnational Organized Crime
The Gulmit Educational and Social Welfare Society, Hunza Gilgit
The Humanitarian Forum
The International Center for Supporting Rights and Freedoms
The International Institute on Race, Equality and Human Rights
The National Democratic Institute for International Affairs (NDI)
The New Woman Foundation
The Omani Center for Human Rights
The ONE Campaign
The Union of Non-Governmental Associations – The International Non-Governmental Organization « The World Union of Cossack Atamans »
The Voice Society
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
Transitional Justice Working Group
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc. (TAOC-IG)
Türk Kadınlar Birliği Derneği
Turkish Marine Research Foundation (TUDAV)
Turkiye Diyanet Vakfı
Türkiye Gençlik Vakfı (TÜGVA)

Uluslararası Mülteci Hakları Derneği
Uluslararası Öğrenci Dernekleri Federasyonu
Unione degli Atei e degli Agnostici Razionalisti (UAAR)
United for Human Rights
United Global Organization of Development (UGOOD)
Urgent Action Fund for Women's Human Rights
Vang Pao Peace Institute
Verein Euro Mea
Vishwa Manavadhikar Parishad
Vithu Trust Fund
War Child
Welfare Association Jared
West Papua Interest Association
Wikimedia Foundation, Inc.
Women's Refugee Commission, Inc.
World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization
World without Genocide
Y4D Foundation
Young League Pakistan
Youth for Human Rights Pakistan

6. La représentante de la Fédération de Russie est revenue sur la question qu'avait posée la délégation estonienne à l'organisation International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos « Alashara » au sujet de l'emploi par celle-ci de termes supposément incorrects. Elle a indiqué que sa délégation considérait que cette question ne constituait pas une prise de position du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur le statut officiel de la République d'Abkhazie et n'avait pas d'incidence sur la position de la Fédération de Russie sur la question de la reconnaissance de la République d'Abkhazie en tant qu'État souverain.

7. L'observateur de l'Arménie a affirmé que l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par certaines ONG arméniennes avait été reporté de façon injustifiée, signalant que l'examen des trois demandes soumises par des organisations de la société civile arménienne avait été reporté par le Comité durant la session en cours comme suite à des questions posées par une délégation. Il a souligné que l'examen des demandes des organisations « Mission Armenia » Charitable Non-Governmental Organization et Armenian Women for Health and Environment avait été reporté lors de sessions précédentes comme suite à des questions posées par la même délégation. Il a déclaré que ces questions ne témoignaient pas d'une volonté réelle d'en savoir plus sur les organisations concernées. Il a rappelé la position de sa délégation selon laquelle la tendance à poser des questions discriminatoires et répétitives et à abuser des méthodes de travail du Comité avait une incidence négative sur les organisations et sur le Comité lui-même, et redit qu'il importait de veiller à ce que la procédure d'examen des demandes soit impartiale et objective.

8. Le représentant de la Türkiye a souligné que sa délégation appuyait résolument la participation et la contribution des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU et examinait les demandes d'admission au statut consultatif présentées par les organisations de manière impartiale et constructive. Il a indiqué que l'examen auquel procédait le Comité se fondait uniquement sur les buts et principes de la Charte des Nations Unies et sur les dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil, soulignant qu'il n'existait pas d'autres critères. Il a également déclaré que cette démarche était conforme au devoir et à la responsabilité du Comité de faire preuve de diligence dans l'exécution de son mandat. Il a signalé en outre que les questions qui étaient posées, au nom du Comité, facilitaient l'examen des demandes déposées par les organisations concernées, et appelé l'attention sur le fait que le Comité avait recommandé d'accorder le statut consultatif à plusieurs organisations arméniennes par le passé.

9. La représentante des États-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation appuyait pleinement l'accréditation de la Syrian American Medical Society Foundation. Elle a indiqué que l'organisation gérait plus de 100 installations médicales en République arabe syrienne, lesquelles fournissaient des soins médicaux généraux et spécialisés aux Syriens dans le besoin malgré la poursuite des violences. Citant des exemples de l'action menée à Alep et à Khan Cheïkhoun, elle a signalé que les activités de l'organisation lui avaient permis d'aider des millions de Syriens dans le besoin. Soulignant que les travaux de l'organisation étaient importants et utiles, elle a estimé que le Comité devrait recommander de lui accorder le statut consultatif.

10. À la 13^e séance, le 26 mai, la représentante des États-Unis a fait part des préoccupations de sa délégation concernant certaines des questions posées par le Comité, estimant qu'elles étaient souvent répétitives ou constituaient un recours abusif aux critères établis par la résolution 1996/31 du Conseil, des organisations non gouvernementales étant prises à partie en raison de la nature de leurs activités. Elle a demandé que le Comité procède à un vote sur les demandes présentées par les organisations suivantes : Inimõiguste Instituut, National Human Rights Civic Association « Belarusian Helsinki Committee », Non C'è Pace Senza Giustizia, Syrian American Medical Society Foundation et Wikimedia Foundation, Inc.

11. Le représentant de l'Inde a demandé des éclaircissements concernant la demande de vote, signalant que le Comité n'avait recours à cette option que lorsqu'il n'était pas en mesure de parvenir à un consensus. Il a déclaré que les délégations devaient être prévenues suffisamment à l'avance pour pouvoir procéder à une évaluation objective avant le vote et que sa délégation avait besoin de temps pour examiner les informations relatives aux organisations et délibérer sur la demande de vote. Les représentants de Bahreïn, du Nicaragua et du Pakistan et la représentante de Cuba se sont rangés à l'avis du représentant de l'Inde, estimant que davantage de temps était nécessaire pour mener des consultations et examiner la demande. La représentante de Cuba et le représentant du Pakistan ont également demandé que les informations relatives aux organisations concernées soient communiquées par écrit.

12. La représentante des États-Unis a déclaré que les propositions soumises au Comité pouvaient lui être présentées sous forme orale ou écrite, précisant que sa délégation avait attendu de bonne foi la fin de l'examen du point de l'ordre du jour pour demander au Comité de se prononcer sur les demandes des organisations.

13. Le représentant de la Fédération de Russie a signalé qu'en tant qu'organe subsidiaire du Conseil économique et social, le Comité était tenu d'appliquer le Règlement intérieur du Conseil. Appelant l'attention sur l'article 54 du Règlement, il a affirmé que la demande formulée par la représentante des États-Unis ne pouvait être examinée ou mise aux voix moins de 24 heures après que le texte de la proposition

avait été distribué à tous les membres et indiqué qu'il s'opposait à la demande de vote.

14. La représentante de la Chine a déclaré que certaines des organisations qui figuraient sur la liste n'avaient pas encore soumis leurs réponses aux questions posées par le Comité et indiqué que celui-ci devait agir de manière responsable et respecter le droit de réponse des organisations.

15. Le représentant d'Israël a rappelé que, compte tenu du précédent en la matière, tout membre du Comité pouvait demander que celui-ci se prononce sur une demande d'admission au statut consultatif dont il était actuellement saisi. Il a signalé que, bien que le Comité ait recours aux questions pour obtenir des informations des ONG de manière consensuelle, il pouvait également statuer sur toute demande dont il était saisi, y compris par un vote. À cet égard, il a déclaré que la demande présentée par la représentante des États-Unis était recevable et légitime. Il a signalé en outre que les membres du Comité s'étaient vu communiquer à l'avance les listes de toutes les organisations dont les demandes étaient à l'examen et qu'ils avaient donc eu le temps d'examiner les informations correspondantes et de délibérer, le cas échéant, en amont de la session.

16. La représentante de l'Estonie s'est rangée à l'avis du représentant d'Israël, estimant que, compte tenu du précédent en la matière, le Comité était fondé à examiner une proposition émanant de n'importe lequel de ses membres dans le cadre des règles de procédure existantes. S'agissant de la demande tendant à ce qu'un délai supplémentaire soit accordé aux fins de l'examen des demandes, elle a signalé que les demandes dont le Comité était saisi avaient été examinées à plusieurs reprises et de façon détaillée par ses membres et invité instamment le Comité à procéder au vote conformément à son mandat.

17. Le représentant de la Chine a demandé des éclaircissements au Secrétariat au sujet de la procédure suivie par le Comité lors de la reprise de sa session de 2021, lorsqu'une liste d'organisations avait été distribuée à l'avance aux membres avant que le Comité ne procède au vote. Le Secrétariat a indiqué que, dans ce cas précis, la liste des organisations distribuée à l'avance concernait une demande de retrait du statut de certaines organisations, qui avait été examinée au titre du point 7 de l'ordre du jour.

18. À la demande de la Présidente, la représentante des États-Unis a précisé que la motion présentée par sa délégation était une demande de vote soumise en vertu de l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil. Elle a réitéré la demande de sa délégation tendant à ce que le Comité se prononce sur les demandes présentées par les cinq organisations susmentionnées, conformément à ses procédures établies.

19. Compte tenu des vues exprimées, de la pratique générale du Comité et du fait que le temps alloué à la séance en cours – qui était la dernière séance de fond de la session ordinaire – était presque écoulé, la Présidente a proposé que l'examen de la question soit reporté à la reprise de la session du Comité afin de donner aux délégations le temps d'examiner la demande. Elle a également demandé que la liste des organisations soit distribuée à toutes les délégations.

20. La représentante des États-Unis, rappelant que sa délégation était fondée à demander un vote, sur la base du Règlement intérieur et du précédent en la matière, s'est opposée au report de l'examen de la question.

21. Le représentant de la Fédération de Russie a redit que sa délégation s'opposait à la motion en vertu de l'article 54 du Règlement intérieur du Conseil et indiqué que la proposition avait été présentée comme un projet de décision visant à accorder le statut consultatif aux organisations concernées.

22. À la demande de la Présidente, le Secrétariat a précisé que, conformément à la pratique du Comité et au précédent en la matière, tout membre pouvait demander un vote à tout moment et que le Comité pouvait donner suite à cette demande.

23. Après avoir entendu des déclarations supplémentaires de plusieurs délégations, la Présidente, notant que le temps alloué à la séance était écoulé et que le Comité devait encore s'acquitter d'autres travaux, notamment l'examen du squelette de rapport sur les travaux de la session et la présentation des observations finales, a réitéré sa proposition tendant à ce que l'examen de la question soit reporté à la reprise de la session du Comité. Le représentant de la Chine s'est dit favorable à cette proposition.

24. La représentante des États-Unis a demandé si le Comité pouvait, à titre exceptionnel et sans que cela ne crée de précédent, reporter l'examen de la question à sa 14^e séance, durant laquelle il devait adopter son rapport sur les travaux de la session.

25. La Présidente, signalant que le Comité n'avait jamais tenu de débat de fond à sa dernière séance, celle-ci étant réservée à l'adoption du rapport, a toutefois proposé que le Comité envisage d'examiner la question à cette occasion. Elle a ajouté qu'il pourrait ensuite apporter oralement au rapport des modifications concises, de nature technique ou procédurale, afin de faire apparaître les décisions adoptées, ou rendre compte de ses décisions dans un additif au rapport, qui serait élaboré et adopté à une date ultérieure. Elle a indiqué que le Comité pourrait également étudier la possibilité de tenir une séance supplémentaire au cours de sa session ordinaire.

26. Le représentant de la Fédération de Russie s'est opposé à cette proposition, notant que la dernière séance du Comité était réservée à l'examen du rapport sur les travaux de la session. Il a indiqué que sa délégation appuyait la proposition tendant à ce que l'examen de la question susmentionnée soit reporté à la reprise de la session.

27. Le temps alloué à la séance étant écoulé, la Présidente a suspendu l'examen de la question par le Comité.

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

28. À sa 13^e séance, le 26 mai, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 28 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I, al. c)].

Demande d'une organisation non gouvernementale de retirer sa demande d'admission au statut consultatif

29. À sa 6^e séance, le 19 mai, le Comité a décidé de prendre acte de la demande d'une organisation de retirer sa demande d'admission au statut consultatif [voir chap. I, projet de décision I, al. d)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif

30. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 1^{re} à sa 4^e séance, les 17 et 18 mai, et à sa 11^e séance, le 24 mai. Au total, il a examiné 266 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

31. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif spécial aux 160 organisations ci-après, parmi les 266 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

7amleh – The Arab Centre for the Advancement of Social Media

Adelphi Research, gemeinnützige GmbH

African Confederation of Co-operative Savings and Credit Association

Agence européenne pour l'information et le conseil des jeunes (ERYICA)

Ágora Ciudadanos Cambiando México

Agricoltori Solidarietà e Sviluppo (ASeS)

AHAM Education, Inc.

Aleradah Organization for Talented People with Disability

All Africa Community Development and Environmental Protection Agency

American Zionist Movement, Inc.

Arengukoostöö Ümarlaud

Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment (ATREE)

Association du Centre des études et des recherches en sciences sociales

Association for the Rights of Children in Southeast Asia, Inc. (ARCSEA)

Association on Development of Civil Society of The Republic of Kazakhstan
« ARGO »

Atlantic Council for International Cooperation/Conseil atlantique pour la coopération internationale

Australian Graduate Women, Inc.

Canadian Autism Spectrum Disorder Alliance

CEDAW Committee of Trinidad and Tobago

Center for Gender Economics Initiative

Centre de formation professionnelle femmes et jeunes

Centre for Health Sciences Training Research and Development International
(CHESTRAD)

Centre international de conseil, de recherche et d'expertise en droits de l'homme
(CICREDHO)

Centre Marta/Marta Center

Charitable Organization – Charitable Fund « League of Tolerance »

Chernobyl-Hibakusha Support, Kansai

Children and Young People with Disability Australia

Citizens Intervention & Accountability Network

Collaborative for Children

Commonwealth Association of Planners (CAP)

Co-operation Arena for Sustainable Development in Africa – Kenya (CASDA)
Coordenação das Organizações Indígenas da Amazônia Bras
Darwin Animal Doctors, Inc.
Derechos Infancia México, AC
Dignity Initiative
Direction for Children and Youth
Dynamique des femmes juristes
ECPAT Sverige
Empowering Women for Excellence Initiative
Engineers without Borders
Equipo Latinoamericano de Justicia y Género, Asociación Civil – ELA
European Federation of Therapeutic Communities
European Network for the Work with Perpetrators of Domestic Violence, eV
Evangelifação Geral de Ajuda aos Necessitados
Eye Care Foundation
Family for Every Child
Fondation « Conteurs sans frontières, prévention en faveur des enfants et recherche fondamentale sur la cécité »
Fondazione Ernesto Illy
Food and Livestock Initiative, asbl (FLI)
Fundación Retorno a la Libertad
Fundación Secretariado Gitano
Geology for Global Development
Global Alliance for Surgical, Obstetric, Trauma, and Anaesthesia Care
Global Alliance Office on Drugs and Crime (GAODC)
Global Care Rescue Mission
Global Initiative on Substance Abuse
Global Water Challenge
Groupe des experts et juristes en droits humains et en droits des peuples autochtones
Helen Woodward Animal Center
Hepatitis Australia, Inc.
Hunt Hill Farm Trust, Inc.
IFMA Foundation
Imperial College of Science, Technology and Medicine
Independent Living Center for Persons with Disabilities, Kathmandu
« İnformasiya Təşəbbüslərinə Dəstək » İctimai Birliyi
INHR

Institute for Financial Management and Research
Instituto Brasileiro de Qualidade de Vida (IBQV)
Instituto Caminho do Meio
Int'l Centre for Peace Charities and Human Dev.
International Association of Youth and Students for Peace, Inc.
International Longevity Centre Canada
International Society for the Study of Drug Policy
Ivy League Consult, Limited
Japanese Liaison Council of Second-Generation Atomic Bomb Survivors
Jeunes en action pour le développement durable
Jordan Youth Innovation Forum
Junior Medical Academy
KTDA Foundation, Limited
La grande puissance de Dieu
La Protección de la Infancia, Inc.
Leadership Development Association Albania
Les amis de la Déclaration universelle des droits de l'humanité (ADDHU)/Friends of Humankind Rights
Lift Saxum, Ltd./Gte.
Ligue camerounaise des droits de l'homme
Maasai Indigenous Projects
Mathare Environmental Conservation Youth Group
MedWish International
Nanjing World Youth Development Service Center
National Council for Science and the Environment
National Union of Somali Journalists (NUSOJ)
Native and Tribal Human Rights in Action
New Nigeria Foundation
Ngece Rinjeu Foundation
Ocean Conservancy, Inc.
Omega Psi Phi Fraternity, Inc.
One Voice Initiative for Women and Children Emancipation
Operation Eyesight Canada
Pallium India
Pan African Climate Justice Alliance
Parents Forum
Partnership for Policy Integrity, Inc.

People's Action for Learning Network (PAL)
Photo Start
Plataforma de Organizaciones de Infancia
Pop Culture Hero Coalition, Inc.
Precious Gems
PROSAMI
Public Health Foundation of India
Réseau accès aux médicaments essentiels
Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme
Ribbon Rouge Foundation
Royal National Lifeboat Institution
Rozaria Memorial Trust
Scholas Occurrentes
Servare et Manere
SEWA Bharat
Shikshit Yuva Sewa Samiti
Shining Hope for Communities, Inc.
SMART Recovery International, Inc.
Sonmaz Mashall Cultural Relations Public Union
South Asian Association of Pediatric Dentistry
Sristi Foundation
Stichting HIV Justice
Stichting The Ocean Cleanup
Stichting World Benchmarking Alliance Foundation
Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa (SIHA)
Sustainable Development Policy Institute
Szülők Háza Alapítvány
Takween Organization for Social & Economic Development
Teach for All, Inc.
Thai Green Crescent
The Dalgarno Institute
The Donkey Sanctuary
The Eagle Eye Behavioural Reorientation Initiative
The George Institute for Global Health
The Global Schoolhouse Initiative
The Great Rift Centre for Research & Development

The Healthy Real Initiative for Valued Entrepreneurship, Warri, Delta State
The Mathile Institute for the Advancement of Human Nutrition
The Red Crescent National Society of the Kyrgyz Republic, Public Association
The Senema Love Foundation
The Women's Crisis Centre
Trustees and Friends of Agricultural Research at the Volcani Center
Unión Española de Asociaciones y Entidades de Atención al Drogodependiente (UNAD)
Verband der TÜV, eV
Vie médicale
Viešoji įstaiga « NVO teisės institutas »
Visible Impact
Wealth by Health Steps for Change Foundation
Wellcome Trust
Wheel of Hope Initiative
World Blockchain Organization, Inc.
World Bong-Gong Foundation
World Federation of Neurology
World Ocean Council
World Renew
Yamba Malawi, Inc.
Yerwa Aid and Relief Foundation
Ženska mreža Hrvatske

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

32. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 106 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2022 :

Abuelas de Plaza de Mayo
Action League for Palestinians of Syria, Ltd.
Adyan Association
Afghanistan Green Crescent Organization
Akahatá – Equipo de Trabajo en Sexualidad y Géneros, Asociación Civil
Aliança Nacional LGBTI
Alma Mater Studiorum – Università di Bologna
American Kratom Association
Americans for Safe Access Foundation
Asociación Observatorio Europeo del Consumo y Cultivo de Cannabis

Assembly of Representatives of the Peoples Living on the Territory of the Republic of Tatarstan Regional Public Organization

Association for Promoting Sustainability in Campuses and Communities

Association for the Protection of Individual Rights

Association Green Crescent (Croissant Vert – Mali) de Sikasso

Association of Lawyers « International Association of Russian-speaking Lawyers »

Autonomous Non-Profit Organization Research Center « Minority Report »

BoostGreen Association

Centre for Participatory Democracy

Cilvēktiesību Līgu Starptautiskās Federācijas Latvijas Cilvēktiesību komiteja

Cooperazione Internazionale Sud Sud

Copernicus Berlin, eV

Dhyana Peetha Charitable Trust

DXC Technology Company

Eduactive Società Cooperativa

European Network of Migrant Women

Fondazione Circolo Fratelli Rosselli

Fondazione Villa Maraini

Forum of European Muslim Youth and Student Organisations

Foundation for a Drug-Free World

Global Citizen Forum

Global Forum for the Defence of the Less Privileged (GFDLP)

Good News World

Grupo Português de Activistas sobre Tratamentos de VIH/SIDA « Pedro Santos » (GAT)

Harm Reduction Australia, Limited

Housing and Land Rights Network

Human Rights Protection Organization

India Youth for Society

Instituto Campanha Nacional pelo Direito à Educação

International Refugee Assistance Project, Inc.

International Rice Research Institute

International Young Catholic Students

Jan Lok Kalyan Parishad

Japan Association for the United Nations Environment Programme

John Retreat Center Cameroon

Kandilarla Dayanişma Vakfı

Life Bliss Foundation (Singapore)
Life Bliss Foundation, Inc.
Life Bliss of New Zealand Charitable Trust
Luftbrücke Irak, eV
Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (MEDEL)
Merciful Souls, RA/Al-Qolub Al-Rahima, RA Migrant Clinicians Network, Inc.
Mnemonic Non-Profit Entrepreneurial Company with Limited Liability
Nagrik Foundation
Nithanandeshwara Hindu Temple, Charlotte
Nithya Annamandir Trust
Nithya Gnanadhan Trust
Nithyananda Anna Mandir
Nithyananda Dhyanapeetam
Nithyananda Dhyanapeetam of Columbus
Nithyananda Dhyanapeetam of Oklahoma City, Inc.
Nithyananda Dhyanapeetam of San Jose
Nithyananda Dhyanapeetam of Seattle
Nithyananda Dhyanapeetam of St. Louis
Nithyananda Dhyanapeetam TCD Trust
Nithyananda Foundation
Nithyananda Meditation Academy
Nithyananda Meditation Academy UK
Nithyananda Sangha Australia, Inc.
Nithyanandeshwar Devasthanam Trust
Nobel Laureates Peace Fund
Northeastern University
NOVACT
NTC – Hands off Cain
Oxfam South Africa
OxYGen Foundation for Protection of Women and Youth Rights
Persatuan Penganut Nithyananda Sangha Malaysia
Pro Rural
Pusat Komang, Sdn. Bhd.
Robert Bosch Stiftung Gesellschaft mit beschränkter Haftung
SAM pour les droits et les libertés
Samara Center for Youth Employment, Socialization and Cultural Development
Autonomous Non-profit Organization « Garmoniya »

SecurityWomen
 SJAC
 Sustainable Development Foundation (Yemen)
 Syria Relief
 Syrian Legal Development Programme
 Tamdeen Youth Foundation
 The Asia Justice and Rights Foundation
 The Malala Fund
 The Minderoo Foundation, Pty Ltd
 The Right to Life Charitable Trust
 The Royal Institute of International Affairs
 Time to Help Foundation
 Trustees of the University of Pennsylvania
 Ukrainian Think Tanks Liaison Office in Brussels
 US Council of Muslim Organizations
 Uttarakhand Jan Jagriti Samiti
 Uyghur Human Rights Project
 Yayasan Kebajikan Muslim « MyFundAction »
 Youth Development Center
 Youth for Human Rights International
 Youth Love Egypt Foundation
 YS Makhdoomi Memorial Educational Trust
 Yunus Emre Foundation, Inc.
 Zam Zam Foundation

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté

33. À sa 10^e séance, le 23 mai, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ». Il était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général contenant la liste des 80 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 2008-2021, dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures (E/C.2/2022.CRP.2). Il a pris acte de 4 d'entre eux [voir chap. I, projet de

décision I, al. b)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 76 organisations suivantes :

Academic Council on the United Nations System (2016-2019)

Access Now (2016-2019)

Advocates for Human Rights (2016-2019)

Amnesty International (2008-2011)

Amnesty International (2012-2015)

Amnesty International (2016-2019)

Armenian Assembly of America (2007-2010)

Armenian Assembly of America (2011-2014)

Armenian Assembly of America (2015-2018)

Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)

Association internationale des droits de l'homme (2014-2017)

Avocats sans frontières (2016-2019)

Catholics for Choice (2010-2013)

Centrist Democratic International (2006-2009)

Centrist Democratic International (2010-2013)

Centrist Democratic International (2014-2017)

CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation (2016-2019)

Committee to Protect Journalists, Inc. (2016-2019)

Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience (2016-2019)

Ecumenical Federation of Constantinopolitans (2016-2019)

Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)

Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)

Elizka Relief Foundation (2015-2018)

Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)

Femmes solidaires (2016-2019)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2015-2018)

Freedom House (2007-2010)

Freedom House (2011-2014)

Freedom House (2015-2018)

Freedom Now (2015-2018)

Front Line: The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (2016-2019)

Fundación Pro Humanac Vitae (2014-2017)

Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)
Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project) (2015-2018)
Helsinki Foundation for Human Rights (2015-2018)
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)
Human Rights First (2015-2018)
Human Rights House Foundation (2011-2014)
Human Rights House Foundation (2015 - 2018)
Human Rights Now (2016-2019)
Human Rights Watch (2009-2012)
Human Rights Watch (2013-2016)
Inter-American Press Association (2013-2016)
International Association for Religious Freedom (2011-2014)
International Association for Religious Freedom (2015-2018)
International Bar Association (2015-2018)
International Federation for Human Rights Leagues (2016-2019)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Federation of Journalists (2013-2016)
International PEN (2006-2009)
International PEN (2014-2017)
International Religious Liberty Association (2015-2018)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Service for Human Rights (2015-2018)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)
Liberal International (2015-2018)
Local Governments for Sustainability (2014-2017)
Minority Rights Group (2016-2019)
Natural Justice (2014-2017)
Open Society Institute (2013-2016)
Pathfinder International (2011-2014)
People for Successful Corean Reunification (2016-2019)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2013-2016)
The Law Society (2014-2017)

Union internationale des avocats/International Union of Lawyers (2015-2018)

Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)

United Nations Watch (2014-2017)

UPR Info (2016-2019)

World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)

Young Women's Christian Association (2013-2016)

Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

34. À ses 9^e et 10^e séances, le 23 mai, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 610 nouveaux rapports quadriennaux pour la période 2017-2020 (E/C.2/2022/CRP.5 à 39, [E/C.2/2022/2](#) et [E/C.2/2022/2/Add.1](#) à 5). Il a pris acte de 600 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. b)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 10 organisations suivantes :

Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés

AUA Americas Chapter, Inc.

Christian Solidarity Worldwide

Greek Council for Refugees

Human Rights Watch

International Press Institute

Lawyers for Lawyers

Omega Research Foundation, Limited

Open Society Institute

Society for Threatened Peoples

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

35. À sa 1^{re} séance, le 17 mai, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales », le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et a entendu un rapport oral présenté par le Secrétariat.

36. La Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable a déclaré que les effets

dévastateurs de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) avaient montré que l'action collective et la solidarité mondiale étaient indispensables pour surmonter les graves difficultés avec lesquelles le monde était actuellement aux prises. Elle a souligné le rôle important que jouaient les organisations non gouvernementales et la société civile en tant que forces agissantes dans le cadre de la riposte face à la pandémie et des efforts de relèvement, les contributions qu'elles apportaient dans les domaines du développement et de l'action humanitaire, et les activités de sensibilisation qu'elles continuaient de mener à l'appui de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Elle a insisté sur la contribution essentielle des organisations aux efforts déployés par la communauté internationale pour accélérer la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le cadre d'un multilatéralisme inclusif, et souligné que leur participation devait être encouragée, renforcée et élargie à tous les niveaux. À cet égard, elle a souligné le rôle important que jouait le Comité s'agissant de faciliter la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU, comme prévu dans la Charte. Elle a salué les débats tenus par le Comité à ses séances informelles des 27 et 28 avril sur l'organisation de consultations avec les organisations dotées du statut consultatif, dans le prolongement des consultations historiques qu'il avait organisées en 2018, notant que ces séances constitueraient une occasion précieuse d'échanger des vues sur la façon de renforcer la participation des organisations aux travaux de l'ONU.

37. La Directrice a souligné qu'il importait d'appliquer les bonnes pratiques qui avaient vu le jour pendant la pandémie, notant que le recours à des plateformes numériques pour faciliter la participation des ONG aux réunions et mécanismes des Nations Unies avait permis à diverses organisations du monde entier d'y accéder et d'y participer, y compris de nombreuses organisations qui n'avaient pas pu le faire par le passé. Elle a donc salué les débats tenus par le Comité sur l'intégration d'une composante hybride dans ses séances de questions-réponses avec les ONG en vue de faciliter la participation des organisations qui ne pouvaient pas assister aux séances du Comité à New York.

38. La Directrice a communiqué au Comité des informations actualisées sur les efforts faits par le Service des organisations non gouvernementales pour fournir un appui aux ONG. Elle également informé le Comité que le nouveau système informatique et de communications amélioré, qui était destiné à remplacer les plateformes électroniques utilisées par le Service, était encore en phase de test et devait être déployé d'ici à la fin de l'année. Elle a souligné que le Service faisait face à de fortes contraintes en matière de ressources du fait de l'augmentation du nombre d'organisations dotées du statut consultatif ou présentant des demandes d'admission, et demandé une nouvelle fois au Comité et aux États Membres d'aider le Service à obtenir les ressources dont il avait besoin pour mener à bien ses activités.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

39. À sa 1^{re} séance, le 17 mai, dans le cadre de l'examen du point 6 de l'ordre du jour, relatif à l'examen de ses méthodes de travail, le Comité a décidé que les réponses des organisations non gouvernementales à ses questions devraient lui être communiquées au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de chaque session afin de lui laisser le temps de les examiner et de les prendre en considération. Cette règle serait appliquée à partir des sessions de 2023.

40. Il a été décidé que le délai susmentionné figurerait dans les derniers rappels envoyés par le Service, avant chaque session officielle, aux organisations dont l'examen des demandes avait été reporté. Ce nouveau délai serait communiqué à toutes les organisations ayant soumis une nouvelle demande d'admission au statut consultatif et à celles dont l'examen de la demande avait été reporté. Le Secrétariat établirait la liste finale des demandes dont l'examen devait être clos tout en veillant à ce que toutes les réponses pertinentes soient traitées dans les délais impartis.

41. À sa 10^e séance, le 23 mai, le Comité a pris note des communications reçues des 67 organisations ci-après, dotées du statut consultatif, ayant exprimé le souhait d'être entendues par le Conseil à sa session de 2022, comme mentionné dans le document de séance E/C.2/2022/CRP.4 :

African Youth Movement (statut consultatif spécial, 2006)

Afrikaanse Forum vir Burgerregte (statut consultatif spécial, 2020)

Afrique Espérance (statut consultatif spécial, 2020)

Anglican Rite Roman Catholic Church (statut consultatif spécial, 2019)

Ashinaga Foundation (statut consultatif spécial, 2021)

Asociația Patronală Uniunea Transportatorilor și Drumarilor din Republica Moldova (statut consultatif spécial, 2021)

Association pour la diffusion des droits humains aux peuples autochtones – Humanitarian Law Agency (statut consultatif spécial, 2019)

Azad Foundation India (statut consultatif spécial, 2019)

Barzani Charity Foundation (BCF) (statut consultatif spécial, 2016)

Bäuerliche Erzeugergemeinschaft Schwäbisch Hall, wV (statut consultatif spécial, 2017)

Brain Sluice Africa Child's (statut consultatif spécial, 2019)

Campaign for Tobacco-Free Kids (statut consultatif spécial, 2021)

Catholic Organization for Relief and Development Aid (statut consultatif spécial, 2006)

China Association for International Science and Technology Cooperation (statut consultatif spécial, 2006)

Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT) (statut consultatif spécial, 2018)

Concepts of Truth, Inc.(statut consultatif spécial, 2015)

Coordinadora Europea de Familias Numerosas (statut consultatif spécial, 2021)

Coordination africaine des droits de l'homme pour les armées (CADHA) (statut consultatif spécial, 2021)

Creators Union of Arab (statut consultatif spécial, 2017)

Ecumenical Federation of Constantinopolitans (statut consultatif spécial, 2012)

Elizka Relief Foundation (statut consultatif spécial, 2015)

Escuela del Estudio de la Intuición Enseñanza de Valores, Asociación Civil sin Fines de Lucro (statut consultatif spécial, 2020)

Ethiopia Africa Black International Congress Church of Salvation (statut consultatif spécial, 2018)

FEMM Foundation (statut consultatif spécial, 2015)

First Modern Agro. Tools – Common Initiative Group (FIMOATCIG) (statut consultatif spécial, 2018)

Frontline AIDS, Ltd. (statut consultatif spécial, 2000)

Fundação Antonio Meneghetti (statut consultatif spécial, 2018)

Fundación Pro Humanae Vitae (statut consultatif spécial, 2014)

Gestos Soropositividade Comunicação e Gênero (statut consultatif spécial, 2017)

Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (statut consultatif spécial, 2014)

Global Institute for Water, Environment and Health (statut consultatif spécial, 2017)

Green Hope Foundation (statut consultatif spécial, 2021)

Haiti Cholera Research Funding Foundation, Inc. (statut consultatif spécial, 2017)

Institut International pour les droits et le développement (statut consultatif spécial, 2018)

International Association of Justice Watch (statut consultatif spécial, 2019)

International Association of University Professors and Lecturers (statut consultatif général, 2021)

International Committee for Peace and Reconciliation (statut consultatif spécial, 2006)

International Disability Alliance (statut consultatif spécial, 2017)

International Health Awareness Network (statut consultatif général, 2015)

Internet Society (statut consultatif spécial, 2010)

Islamic Cooperation Youth Forum (ICYF) (statut consultatif spécial, 2021)

Khmer National Liberation Front (statut consultatif spécial, 2021)

Ladli Foundation Trust (statut consultatif spécial, 2020)

Legião da Boa Vontade/Legion of Good Will (statut consultatif général, 1999)

Maat for Peace, Development and Human Rights Association (statut consultatif spécial, 2016)

National Ocean Policy Coalition (statut consultatif spécial, 2021)

Nor Luyce Mentoring Center for Youth (statut consultatif spécial, 2020)

Patriotic Vision (statut consultatif spécial, 2018)

Peace Society of Kenya (statut consultatif spécial, 2019)

SAF-Teso (statut consultatif spécial, 2021)

Save the Children International (statut consultatif général, 1993)

Shaanxi Patriotic Volunteer Association (statut consultatif spécial, 2021)

Shrimad Rajchandra Sarvamangal Trust (statut consultatif spécial, 2020)

Sikh Human Rights Group (statut consultatif spécial, 2015)

Sindhi Adhikar Manch, Association (statut consultatif spécial, 2016)
Social and Healthy Action for Rural Empowerment (statut consultatif spécial, 2013)
Social Economic Development Society (SEDS)(statut consultatif spécial, 2021)
Soroptimist International (statut consultatif général, 1984)
The Center for Water Security and Cooperation (statut consultatif spécial, 2020)
The Fyera Foundation (statut consultatif spécial, 2021)
Udisha (statut consultatif spécial, 2007)
United Nations Association of China (statut consultatif général, 2000)
United Nations Association of Russia (statut consultatif général, 1999)
Vaagdhara (statut consultatif spécial, 2011)
Women's Spirit/Ruach Nashit – Financial Independence for Women Survivors of Violence (statut consultatif spécial, 2019)
World Youth Alliance (statut consultatif spécial, 2004)
Youth Empowerment Synergy (statut consultatif spécial, 2011)

VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

42. À sa 1^{re} séance, le 17 mai, le Comité a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Rapports spéciaux ». La représentante du Pakistan a demandé que l'examen de la plainte présentée par son pays au titre du point 7 de l'ordre du jour soit reporté à une date ultérieure. Le Comité a décidé de reporter l'examen de la question.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

43. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2022 du 17 au 26 mai et le 7 juin. Il a tenu 14 séances.

44. La session a été ouverte par la Vice-Présidente du Comité pour la session de 2022.

45. La représentante du Mexique a évoqué le partenariat qui existait de longue date entre la société civile et l'ONU et mis l'accent sur le rôle essentiel que jouait la société civile pour ce qui était de promouvoir les idéaux et les objectifs de l'Organisation et de faciliter la mise en œuvre de solutions aux problèmes mondiaux. Elle a souligné que le rôle important que jouait le Comité s'agissant de recommander l'octroi du statut consultatif aux ONG était le premier pas vers la création de liens plus étroits entre ces organisations et l'ONU. Elle a également souligné qu'il importait d'intégrer des vues et des perspectives diverses afin d'enrichir l'analyse et les solutions et de surmonter les difficultés qui se présentaient au niveau mondial.

46. La représentante s'est félicitée des débats tenus par le Comité sur ses méthodes de travail, notamment en ce qui concernait l'intégration éventuelle d'une composante hybride dans ses sessions de questions-réponses afin de permettre aux ONG qui le souhaitaient d'y participer à distance, sans préjudice de leur participation en présentiel, conformément à la pratique actuelle du Comité. Tout en prenant note des préoccupations liées à la fracture numérique, qui constituait un obstacle à la

participation à distance, elle a affirmé que l'intégration d'une option hybride permettrait à de nombreux représentants d'organisations qui n'étaient pas en mesure d'assister en personne aux séances du Comité pour des raisons financières ou d'autres raisons d'y participer. Elle exprimé l'espoir que le Comité parviendrait à un consensus sur le moyen d'appliquer cette proposition. Elle a également déclaré que sa délégation était favorable à la proposition tendant à ce que soient organisées des consultations avec les organisations dotées du statut consultatif, conformément au mandat du Comité.

47. La représentante des États-Unis a souligné le rôle crucial que jouait le Comité s'agissant de permettre à la société civile de faire entendre sa voix à l'ONU et ailleurs, notant que cela renforçait l'action menée par les États Membres. Elle a pris note des difficultés rencontrées par les organisations de la société civile pour se faire entendre sur des questions cruciales à l'ONU pendant la pandémie. Elle a souligné que, dans le cadre de la transition vers une « nouvelle normalité », l'Organisation devait trouver des moyens novateurs de renouer activement avec la société civile afin d'assurer son inclusion. Elle s'est félicitée des plans du Secrétariat visant à permettre aux organisations non gouvernementales d'accéder au complexe du Siège de l'ONU dans les mêmes conditions qu'avant la pandémie. Elle a exhorté le Comité à réaffirmer sa volonté de garantir des procédures d'accréditation transparentes et équitables afin de faciliter la participation de la société civile. Elle a rappelé que, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31 du Conseil, le Comité devait tenir des consultations avec les organisations dotées du statut consultatif avant chacune de ses sessions. À cet égard, elle a demandé au Comité de prendre des dispositions pour consulter les organisations avant la reprise de sa session en août et de veiller à ce que de telles consultations soient organisées avant chacune des sessions suivantes. Elle s'est félicitée des débats tenus par le Comité lors de ses séances informelles sur l'ouverture de négociations concernant les modalités à long terme de consultations régulières, en avril et décembre, comme l'avait proposé sa délégation.

48. Notant que la pandémie avait montré qu'il fallait faire preuve de souplesse et d'esprit d'innovation pour assurer la participation de la société civile à la prise de décision sur les politiques, la représentante a exhorté le Comité à mettre la technologie au service de la participation des ONG à ses sessions. À cet égard, elle a indiqué que sa délégation était favorable à l'intégration d'une modalité hybride dans les sessions de questions-réponses du Comité, notant qu'une telle option bénéficierait aux organisations, en particulier celles du monde du Sud, qui n'avaient pas toujours les moyens de se rendre à New York. Elle a exhorté le Comité à manifester sa volonté d'entendre les vues de ces organisations en envisageant cette possibilité sans tarder. Elle a réaffirmé que sa délégation était déterminée à collaborer avec le Comité et la société civile en vue d'accroître l'accessibilité et la transparence des travaux du Comité, notamment en permettant à la société civile de se faire entendre et en s'opposant aux efforts visant à étouffer sa voix pour des raisons politiques.

49. Le représentant de la Türkiye a déclaré que la société civile était l'un des piliers fondamentaux du monde moderne globalisé et le garant d'un ordre mondial démocratique et participatif dans lequel différentes voix et perspectives étaient reconnues. Il a souligné que la participation active des organisations non gouvernementales aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux conférences internationales de l'ONU était essentielle pour permettre à la communauté internationale d'atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés. Il a déclaré que les organisations qui demandaient l'admission au statut consultatif avaient à cœur d'apporter à l'ONU une expertise, des connaissances et des solutions à des problèmes critiques au niveau international. Il a signalé que le statut consultatif pouvait permettre aux organisations d'accroître l'efficacité de leurs travaux, d'améliorer leurs connaissances et de renforcer leurs capacités dans leurs domaines d'activité

respectifs. Il a salué les contributions importantes qu'apportaient les ONG dotées du statut consultatif et indiqué que sa délégation appuyait l'établissement de relations consultatives avec les organisations, conformément à l'esprit, aux buts et aux principes de la Charte et dans le cadre de la résolution 1996/31 du Conseil. Il s'est également félicité de l'augmentation du nombre de demandes d'admission au statut consultatif présentées par des ONG en dépit des difficultés liées à la pandémie de COVID-19, notant toutefois que le nombre croissant de demandes avait une incidence sur la capacité du Comité de s'acquitter de son mandat de façon adaptée et diligente et en temps voulu. Il a félicité le Comité des mesures qu'il avait prises pour améliorer la transparence et l'efficacité de ses travaux et régler certains problèmes liés à ses méthodes de travail, et exprimé l'espoir que ces efforts lui permettraient de s'acquitter efficacement de son mandat.

50. Le représentant de l'Estonie a déclaré que sa délégation appuyait résolument la participation des organisations de la société civile aux travaux de l'ONU et les mesures visant à leur permettre de faire entendre leur voix au sein du système des Nations Unies, notant que leurs vues, leur expérience et leurs capacités étaient indispensables pour permettre à l'Organisation d'atteindre ses buts et objectifs. Il a indiqué que sa délégation partageait l'avis de nombreux États et organisations selon lequel le processus d'accréditation manquait de transparence, d'objectivité et d'efficacité, et affirmé que le Comité pouvait s'acquitter de son mandat de façon plus efficace. Il a également déclaré que les méthodes de travail du Comité ne devaient pas aboutir à des retards répétés et injustifiés dans l'examen des demandes, ni être utilisées pour créer des obstacles insurmontables. À cet égard, il a invité le Comité à respecter les principes énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil. Il a souligné l'importance des échanges avec les organisations non gouvernementales, estimant qu'il s'agissait là d'un aspect essentiel et bénéfique des travaux du Comité. À cet égard, il s'est dit favorable à la proposition tendant à ce que le Comité étudie toutes les options disponibles pour faciliter la participation d'organisations de différentes régions à ses sessions, notamment par le recours à des outils numériques, en vue de renforcer le dialogue avec celles qui n'avaient ni la possibilité, ni les moyens de se rendre à New York.

51. Le représentant de la Grèce a signalé que la lenteur des procédures d'examen des demandes d'admission et d'adoption des rapports avait empêché des centaines d'organisations non gouvernementales d'obtenir le statut consultatif, indiquant qu'une véritable réforme aurait dû être mise en œuvre depuis longtemps. Il a ajouté que les reports infondés et les pratiques asymétriques, notamment celle consistant à poser les mêmes questions à plusieurs reprises, en particulier aux organisations œuvrant dans le domaine des droits humains, nuisaient à la réputation du Comité et de l'ONU dans son ensemble. Il a affirmé que le Conseil avait la responsabilité d'examiner systématiquement les décisions prises par le Comité et de les annuler lorsque des erreurs d'appréciation étaient détectées. Il a demandé au Comité de renforcer la participation des ONG, tant en présentiel qu'à distance, sur la base des enseignements tirés de la pandémie, afin d'accroître la représentation des organisations de toutes les régions, indiquant que sa délégation était déterminée à assurer à la société civile le plus haut niveau d'inclusion possible.

52. L'observateur de l'Arménie a réaffirmé que sa délégation appuyait pleinement la participation sans exclusive des organisations de la société civile aux activités de l'ONU, comme en témoignait la position qu'elle avait adoptée lors des débats sur les modalités de participation de la société civile aux réunions de l'Organisation. Il a souligné que l'adoption d'une approche impliquant l'ensemble de la société et le renforcement de la coopération entre les États Membres et les autres parties prenantes, notamment les organisations de femmes et de jeunes, étaient essentiels pour remédier à des problèmes mondiaux en constante évolution. Il a souligné qu'il importait

d'assurer l'impartialité et l'objectivité de la procédure d'examen des demandes et déclaré que le Comité avait la responsabilité de défendre les valeurs et les principes de l'ONU dans le cadre du dialogue avec la société civile. Rappelant que l'Arménie avait été élue membre du Comité pour la période 2023-2026, il s'est engagé, au nom de sa délégation, à promouvoir la participation substantielle et sans exclusive des ONG aux activités de l'Organisation.

53. Le représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur, s'exprimant également au nom de l'Albanie, de la Géorgie, du Liechtenstein, de la Macédoine du Nord, de Monaco, du Monténégro, de la République de Moldova et de l'Ukraine, a indiqué que sa délégation demeurerait préoccupée par le retard pris dans l'examen des demandes, notant que cela avait retardé l'octroi du statut consultatif à de nombreuses organisations non gouvernementales. Il a signalé que ces retards résultaient du report de l'examen de certaines demandes comme suite à des questions posées de manière répétée et parfois sans justification crédible, et que cette situation touchait de façon disproportionnée les organisations œuvrant en faveur des droits humains. Il a rappelé la position exprimée par le représentant de la Grèce, à savoir que le Conseil avait la responsabilité d'examiner systématiquement les décisions du Comité et de les annuler lorsque des erreurs d'appréciation étaient détectées.

54. Le représentant a également signalé que la réduction du nombre de cartes d'identité ONU délivrées aux organisations dotées du statut consultatif dans le cadre de la pandémie ne se justifiait plus et a demandé que les organisations puissent de nouveau accéder normalement aux installations de l'ONU. Il s'est félicité des informations communiquées par le Secrétariat concernant les mesures prises pour veiller à ce que les organisations dotées du statut consultatif se voient délivrer des cartes d'identité ONU dans les mêmes conditions qu'avant la pandémie.

55. Le représentant a exhorté le Comité à organiser des consultations avec les organisations sur son fonctionnement et demandé à l'ONU d'allouer des ressources supplémentaires au Secrétariat, notamment pour lui permettre de mettre à niveau ses outils technologiques. Il a réitéré la demande de sa délégation tendant à ce que le Comité envisage de permettre aux représentants des organisations de participer à distance aux séances de questions-réponses afin de faciliter la participation d'organisations de toutes les régions du monde.

56. Le représentant s'est dit préoccupé par le nombre important d'ONG affiliées à des gouvernements qui demandaient l'admission au statut consultatif. Notant le nombre important de nouvelles demandes et de demandes dont l'examen avait été reporté, il a affirmé que rien ne justifiait de continuer de reporter l'examen de demandes en attente de traitement depuis très longtemps. À cet égard, il a cité en exemple les demandes présentées par les organisations Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica, Diakonia, Inimõiguste Instituut, International Dalit Solidarity Network et Non C'è Pace Senza Giustizia.

57. L'observateur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a souligné le rôle essentiel que jouait le Comité et l'importance que revêtait la société civile dans les travaux de l'ONU. Il a indiqué que la société civile contribuait à enrichir la base d'informations de l'Organisation et à assurer les retombées de ses activités sur le terrain et que sa délégation était déterminée à promouvoir la participation des ONG aux activités de l'ONU. Il a regretté que certains États Membres se soient opposés à la participation de la société civile et déploré la politisation du Comité. À cet égard, il a pris note d'une augmentation inquiétante des représailles contre les organisations qui collaboraient avec le Comité et d'autres instances. Il a souligné que sa délégation avait été à l'origine d'une déclaration conjointe contre de telles représailles adoptée par 80 États à la Troisième Commission et qu'elle s'était opposée avec succès aux tentatives hostiles visant à restreindre la

participation des ONG aux réunions de l'ONU. Signalant que les organisations opéraient souvent dans des contextes difficiles où leurs activités étaient bloquées ou limitées, il a souligné que le Comité devait faciliter leur travaux et non les entraver.

58. L'observateur a exhorté le Comité à honorer son engagement collectif en faveur d'un multilatéralisme inclusif en remédiant de façon équitable et transparente au retard pris dans le traitement des demandes dont l'examen avait été reporté. Il a souligné que les trois quarts des demandes en instance depuis huit sessions ou plus émanaient d'organisations de défense des droits humains. Il a déclaré que ces organisations risquaient davantage que les autres de voir l'examen de leurs demandes reporté et a demandé qu'il soit mis fin à cette pratique tendancieuse. Rappelant que le Royaume-Uni avait été élu membre du Comité pour la période 2023-2026, il a promis que sa délégation s'emploierait à améliorer les méthodes de travail du Comité afin de le rendre plus transparent et moins enclin à reporter arbitrairement l'examen de demandes. Il a exhorté les membres du Comité à respecter l'engagement pris par le Secrétaire général en faveur d'un multilatéralisme inclusif en promouvant un espace sûr, accueillant et propice à la participation de la société civile aux travaux de l'ONU.

59. À sa 14^e séance, le 7 juin, le Comité a débattu de l'opportunité de reprendre l'examen du point 3 a) de l'ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », afin d'examiner la demande de la représentante des États-Unis tendant à ce qu'il soit procédé à un vote enregistré en vue de recommander au Conseil d'octroyer le statut consultatif à plusieurs organisations.

60. Le représentant de la Fédération de Russie s'est opposé à la reprise de l'examen du point de l'ordre du jour susmentionné et a présenté une motion d'ajournement du débat en application de l'article 50 du Règlement intérieur du Conseil.

61. La motion d'ajournement présentée en application de l'article 50 du Règlement intérieur a été adoptée à l'issue d'un vote par appel nominal, par 9 voix contre 6, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 15 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Pakistan, Soudan

Ont voté contre :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique

Se sont abstenus :

Türkiye

Étaient absents :

Eswatini, Libye, Nigéria

62. La représentante de la Chine s'est exprimée en faveur de la motion, tandis que les représentantes de l'Estonie et des États-Unis ont fait part de leur opposition. Des informations plus détaillées sur ces procédures seront communiquées dans l'additif au présent rapport.

B. Participation

63. Dix-huit membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non membres et les représentants d'organismes des Nations Unies et d'organisations

non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote E/C.2/2022/INF/1.

64. À sa session ordinaire de 2022, le Comité a entendu 13 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Élection du Bureau

65. À sa 1^{re} séance, le 17 mai, le Comité a élu Mine Ozgul Bilman (Türkiye) Vice-Présidente.

D. Ordre du jour

66. À sa 1^{re} séance, le 17 mai, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session ordinaire et de la reprise de sa session de 2022, publié sous la cote [E/C.2/2022/1/Rev.1](#). L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ;
 - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.

7. Rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2023 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité sur sa session de 2022.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2022

67. À sa 13^e séance, le 26 mai, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé la Rapporteuse à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.

68. À sa 14^e séance, le 7 juin, le Comité a adopté le présent rapport.
